

BILAN DE LA CONCERTATION PUBLIQUE

dans le cadre du SRADDET Hauts-de-France



Région
Hauts-de-France

Synthèse réalisée suite à une consultation publique

Contact
Agence Hauts-de-France 2040

Rédacteurs
Alain DAWSON
alain.dawson@hautsdefrance.fr
Nathalie CHRISTIAENS
nathalie.christiaens@hautsdefrance.fr

Le présent document analyse les réponses recueillies lors de la consultation réalisée par la Région sur le site www.hautsdefrance.fr du 17 juin au 5 juillet 2019. Il s'agit d'une consultation libre permettant de recueillir l'avis d'habitants des Hauts-de-France, mais ne garantissant pas la représentativité statistique de la population régionale.

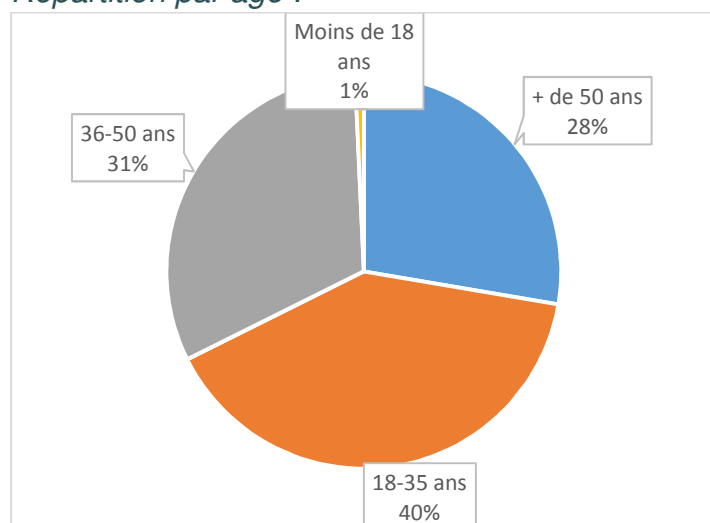
1. Analyse des répondants

La consultation a permis de recueillir 961 réponses, soit 16 réponses pour 100.000 habitants¹.

Le Nord est surreprésenté (20 réponses pour 100.000 habitants), tandis que l'Aisne (9,5/100.000) et l'Oise (11,4/100.000) sont sous-représentées. Plus d'un répondant sur deux (55 %) habite dans le Nord.

Département	Répondants	%	pour 100.000 habitants
Aisne	51	5,3%	9,5
Nord	526	54,7%	20,2
Oise	94	9,8%	11,4
Pas-de-Calais	206	21,4%	14,0
Somme	82	8,6%	14,3
<i>non-renseigné</i>	2	0,2%	
Total général	961	100,0%	16,0

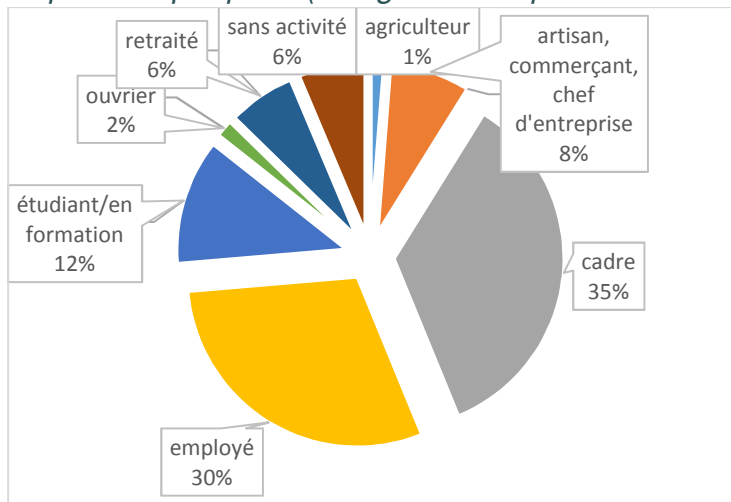
Répartition par âge :



Les 18-35 ans sont singulièrement surreprésentés (40 % des répondants alors qu'ils constituent 22 % de la population générale). Les 36-50 ans représentent 31 % des répondants, contre 19 % de la population générale. Les plus de 50 ans représentent 28 % des répondants (35 % de la population générale). Les moins de 18 ans sont quasiment absents (7 répondants).

¹ Rapportées à la population mesurée au recensement 2016.

Répartition par profil (catégorie socioprofessionnelle) :

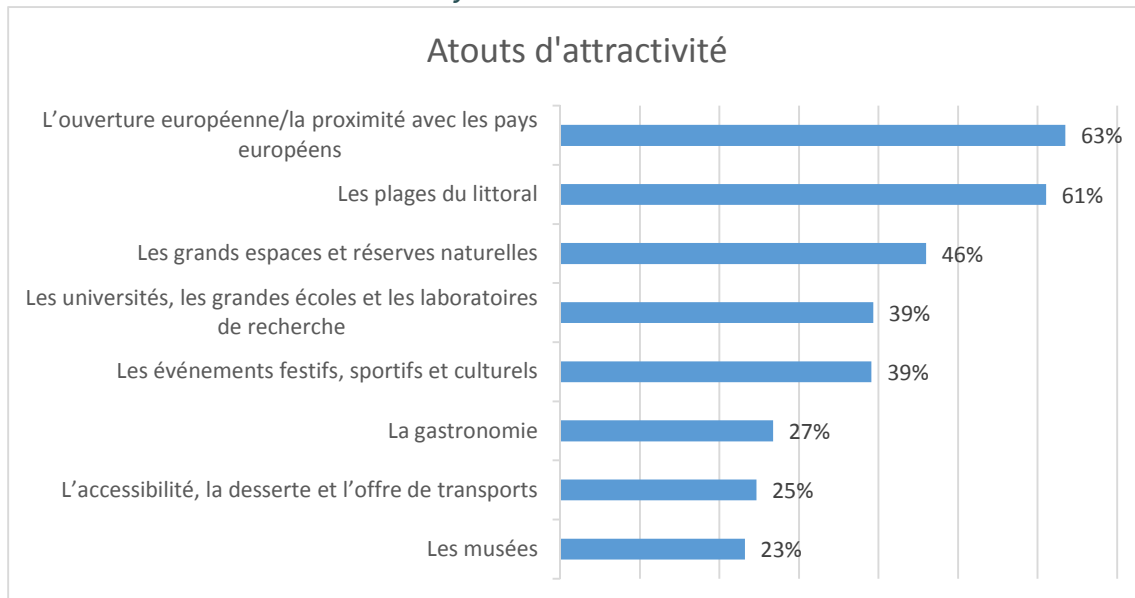


Les cadres et les employés ont répondu davantage que les autres catégories, formant ensemble les deux tiers des répondants. Les cadres pèsent 35 % de l'ensemble (alors qu'ils représentent 20 % de la population des 15 ans et plus²), les employés 30 % (alors qu'ils en représentent 17 %). En revanche, d'autres catégories sont sous-représentées parmi les répondants : essentiellement les ouvriers (2 %, contre 15 % de la population des 15 ans et plus) et les retraités (6 %, contre 26 %).

2. Analyse des réponses par parti pris du SRADDET

Une ouverture maîtrisée, une région mieux connectée

Les atouts d'attractivité et de rayonnement des Hauts-de-France



² Source recensement 2016. Dans l'interprétation des réponses au questionnaire, les professions intermédiaires sont classées avec les cadres et les chômeurs avec les personnes sans activité.

Les atouts géographiques et naturels viennent en premier dans la vision exprimée par les répondants : proximité avec les pays européens et plages du littoral sont plébiscitées par deux répondants sur trois, les grands espaces par un peu moins de la moitié. Viennent ensuite l'enseignement et la recherche à égalité avec les événements festifs, sportifs et culturels (39% des répondants).

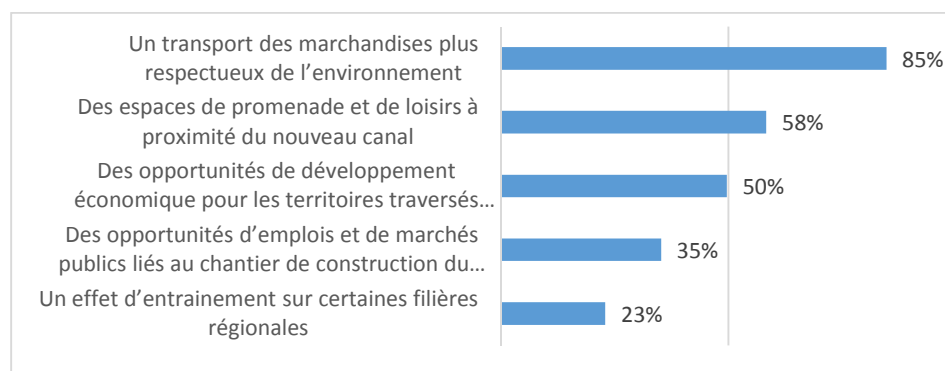
Le Brexit, le Grand Paris et les JO 2024

Quatre répondants sur 10 ne se prononcent pas sur le Brexit. Les autres le considèrent plutôt comme une mauvaise opportunité (37 %).

Six répondants sur 10 considèrent que les Hauts-de-France devraient favoriser davantage les relations avec Paris et l'Île-de-France en vue du Grand Paris et des JO 2024.

Le Canal Seine-Nord Europe

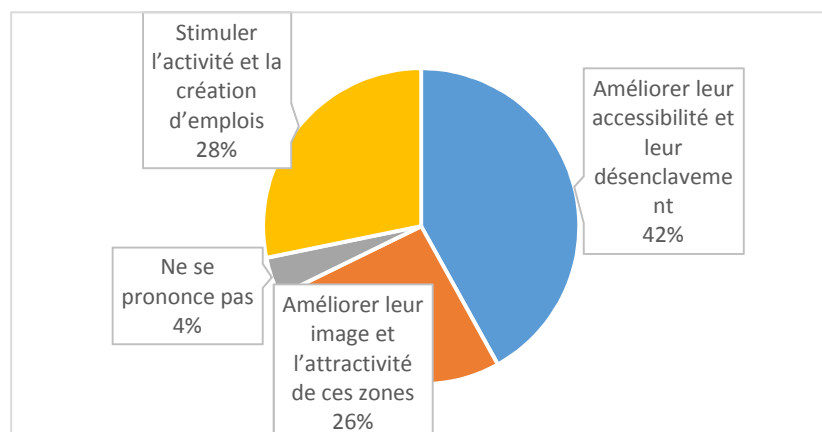
Les répondants attendent du projet :



Les attentes environnementales arrivent en tête : un transport des marchandises plus respectueux de l'environnement pour 85 % des répondants, des espaces de promenade et de loisirs pour 58 % d'entre eux. Les préoccupations économiques et celles concernant l'emploi viennent après.

Une multipolarité confortée en faveur d'un développement équilibré du territoire régional

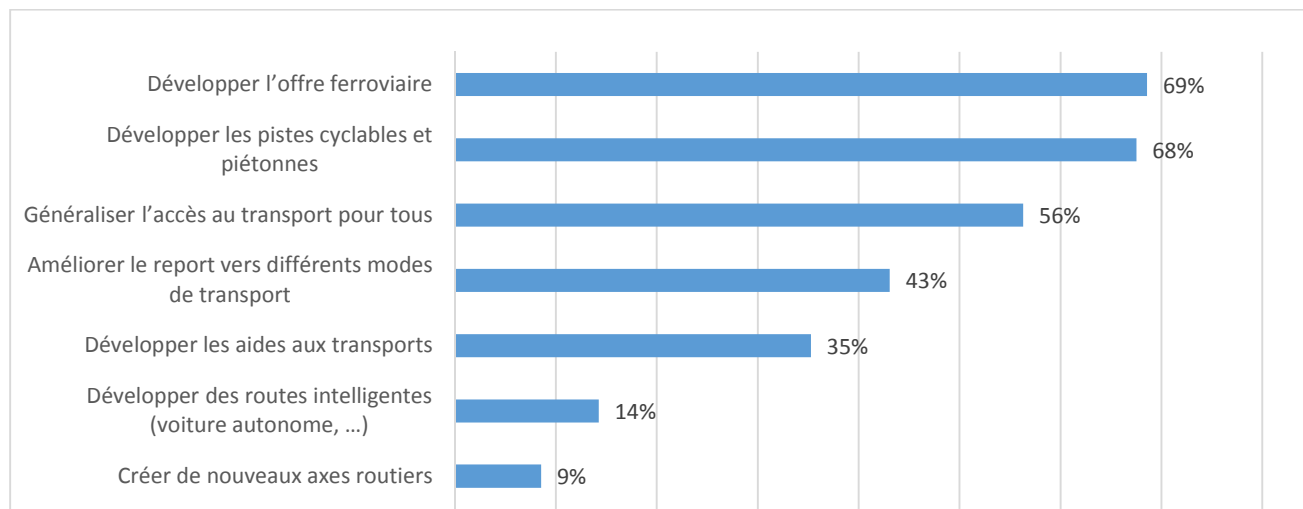
Quelle est la priorité pour favoriser le développement des territoires en reconversion ? Pour les répondants, il faut d'abord améliorer leur accessibilité et leur désenclavement (42 %).



Un quotidien réinventé s'appuyant sur de nouvelles proximités et sur une qualité de vie accrue

Améliorer les mobilités

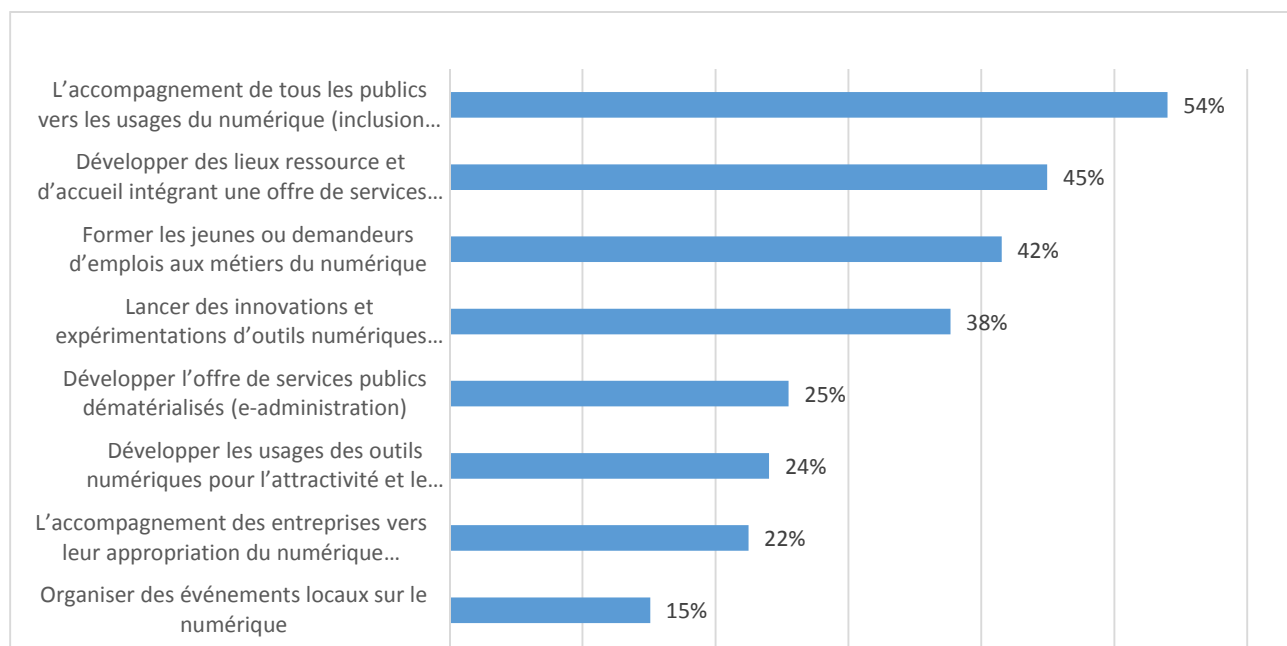
Pour les répondants, cet objectif passe par les mesures suivantes :



L'offre ferroviaire et le développement des mobilités douces viennent en premier (pour plus de 7 répondants sur 10). Les propositions ayant trait au développement de la route (routes intelligentes, nouveaux axes routiers) arrivent en queue, ne recueillant les suffrages que de respectivement 14 % et 9 % des répondants.

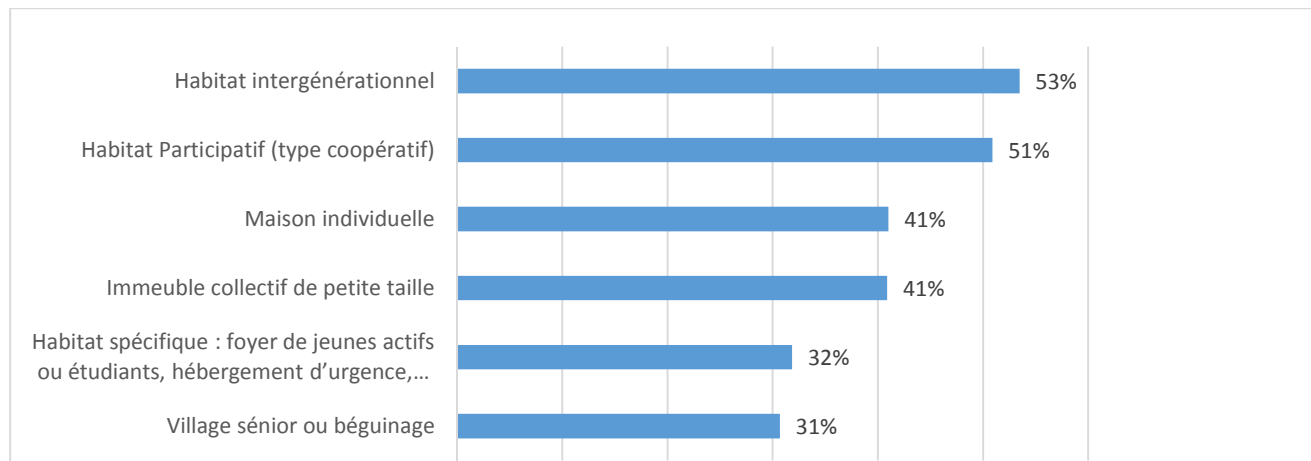
Numérique

Les facteurs du numérique qui peuvent le plus dynamiser un territoire sont, d'après les répondants :



Habitat

Les répondants pensent que les formes d'habitat à privilégier sont :

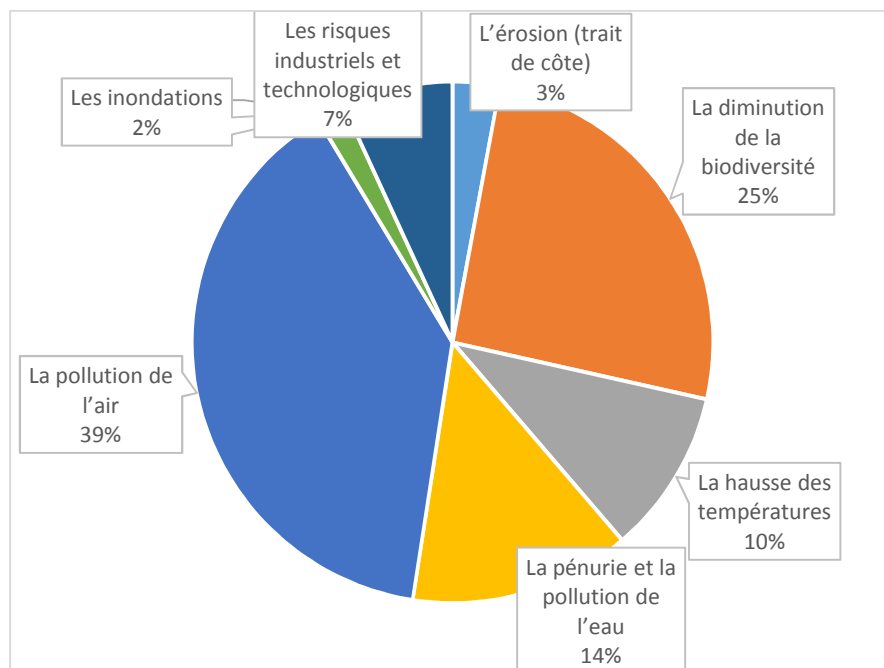


Alimentation

À la quasi-unanimité (99 %), les répondants souscrivent à l'idée qu'il faille davantage développer les circuits de proximité et valoriser les produits locaux.

Environnement

Le risque majeur pour le cadre et la qualité de vie des Hauts-de-France :



Quatre répondants sur dix mettent en avant la pollution de l'air, un sur quatre la diminution de la biodiversité. Viennent ensuite les problèmes d'eau et la hausse des températures.

À noter que, selon les départements, ces préoccupations peuvent être plus ou moins affirmées. La pollution de l'air est particulièrement mise en avant par les répondants du Nord (à 47 %) : cette problématique est probablement plus prégnante dans les grandes agglomérations. Les répondants de l'Aisne, de l'Oise et de la Somme, départements plus

ruraux, sont particulièrement sensibles à la diminution de la biodiversité (respectivement à 41%, 33% et 30%). Dans l'Oise, on est également plus concerné qu'ailleurs par la pénurie et la pollution de l'eau (21%) et par les risques industriels et technologiques (13%).

3. Les idées ou projets qui tiennent particulièrement à cœur aux répondants à l'horizon 2040

La dernière question est ainsi formulée : « Avez-vous une idée / un projet qui vous tient particulièrement à cœur pour les Hauts-de-France à l'horizon 2040 ? », permettant aux répondants d'exprimer librement leurs préoccupations et leurs propositions. Les réponses ont été interprétées sous la forme de mots-clés, eux-mêmes organisés en 17 thèmes ou domaines. 500 répondants, soit un peu plus de la moitié, ont pris le temps de remplir cette rubrique.

Les deux grands domaines abordés par les répondants sont la mobilité (TIV : intermodalité et développement des transports, implantation des différentes structures d'intérêt régional [voyageurs]) et climat-air-énergie (CAE : maîtrise et valorisation de l'énergie, lutte contre le changement climatique, pollution de l'air – domaine étendu à l'eau, aux paysages, à l'environnement en général). Ils sont abordés respectivement par 217 et 205 répondants.

Viennent ensuite, en se limitant aux domaines traités par au moins 10 % des contributeurs, les questions économiques (81 répondants), les questions de citoyenneté (63), la protection et la restauration de la biodiversité (62 contributions), les questions liées à l'alimentation (50).

Les domaines abordés, le nombre et la part des contributions qui s'y rapportent (en gras : domaines du SRADDET) :

<i>Sigle</i>	<i>Domaines</i>	<i>Mots-clés spécifiques dans les réponses</i>	<i>Contributions</i>	<i>%</i>
TIV	Intermodalité et développement des transports, implantation des différentes structures d'intérêt régional (voyageurs)	avion, covoiturage, démobilité/télétravail, modes doux (vélo, marche à pied), permis de conduire, voiture individuelle, voiture propre, transports en commun	217	43,4 %
CAE	Maîtrise et valorisation de l'énergie, lutte contre le changement climatique, pollution de l'air (y compris eau, environnement, paysages...)	air, bruit, climat, eau, énergie, énergies renouvelables, environnement, éolien, hydrogène, nucléaire, paysages, pollution lumineuse, précarité énergétique, rev3, transition écologique, transition énergétique, viande (vue comme consommation d'énergie)	205	41,0 %
<i>ECO</i>	<i>Développement économique</i>	<i>agriculture, élevage, emploi (création et protection de l'emploi), entreprises (aide aux entreprises), innovation, pêche</i>	<i>81</i>	<i>16,2 %</i>

CIT	Citoyenneté (voir aussi SOC)	assistanat, associations, chasse, consommation, culture, délinquance, démocratie participative, éducation (sous l'angle de la citoyenneté), générations (solidarité intergénérationnelle, enjeux générationnels), immigration, jeunesse, justice, lieux (pour la citoyenneté), seniors	63	12,6 %
BIO	Protection et restauration de la biodiversité	abeilles, forêt, pesticides, surpêche, trame verte et bleue	62	12,4 %
ALIM	Alimentation	autoalimentation (y compris jardins partagés), nourriture bio, approvisionnement local	50	10,0 %
EET	Équilibre et égalité des territoires	autonomie, bassin minier, centres-villes, déconcentration, littoral, MEL, villes moyennes	46	9,2 %
TIM	Intermodalité et développement des transports, implantation des différentes structures d'intérêt régional (marchandises)	CSNE, transport routier, fret ferroviaire, fluvial, transport maritime	45	9,0 %
PRPGD	Prévention et gestion des déchets	économie circulaire, propreté	38	7,6 %
ATTR	Attractivité	patrimoine, tourisme	34	6,8 %
SOC	Développement social (voir aussi CIT)	coopération, divorce, garde d'enfants, illettrisme, inclusion (et exclusion), pauvreté, revenu universel, salaires, santé, service public, solidarité, travail (sous l'angle de la valeur travail, qualité de vie au travail)	30	6,0 %
LGT	Habitat	écoquartiers, logement étudiant, urbanisme	24	4,8 %
GEE	Gestion économe de l'espace	friches	21	4,2 %
DTRX	Désenclavement des territoires ruraux	espaces de rencontre	16	3,2 %
FORM	Formation	apprentissage, supérieur, formation tout au long de la vie	16	3,2 %
NUM	Numérique	e-administration, haut débit, fablabs, low tech	12	2,4 %
RISQ	Risques	résilience	4	0,8 %

Concernant les domaines les plus cités, une analyse fine permet de mettre en évidence les principales orientations souhaitées :

Mobilité (TIV)

Les deux grands thèmes mis en avant sont le développement des transports en commun (156 mentions, incluant les transports ferroviaires et urbains) et celui des mobilités douces (vélo et marche ; 80 mentions). La circulation automobile est abordée par 24 répondants, généralement sur un mode critique (15 appréciations négatives contre 5 positives).

Climat, air, énergie (CAE)

Les contributions dans ce domaine sont souvent assez générales. S'expriment surtout des préoccupations pour l'environnement, au sens large (88 mentions) ; on peut ajouter les réponses abordant indistinctement le champ du CAE (18 mentions), ainsi que les mots-clés « transition écologique » (19) et « transition énergétique » (11), qui dénotent une approche intégrée des différentes problématiques en jeu. Les préoccupations pour les paysages (11 mentions) témoignent, elles aussi, d'une sensibilité environnementale diffuse mais réelle.

La question spécifique de la pollution de l'air est abordée par 47 contributeurs : c'est, parmi les problématiques environnementales, celle qui apparaît la plus clairement identifiée.

Les questions énergétiques sont également relativement ciblées : les énergies renouvelables (17 mentions), l'éolien (15 mentions, dont 7 négatives), le nucléaire (12 mentions, majoritairement négatives). On peut ranger sous cette rubrique les mentions de l'isolation des logements et de la lutte contre la précarité énergétique.

Enfin, le climat en tant que tel fait l'objet de 14 mentions.

Développement économique

Dans ce domaine, abordé par 16 % des contributeurs mais situé en-dehors des domaines du SRADDET, les questions d'emploi arrivent au premier rang (33 mentions). L'agriculture est évoquée par 32 contributeurs, essentiellement sous l'angle du développement de la production locale et/ou bio et des circuits courts, en relation avec les questions de préservation de la biodiversité et de qualité de l'alimentation.

C'est dans un esprit de large concertation que les élus régionaux ont souhaité mener la démarche d'élaboration du SRADDET.

Aussi depuis l'hiver 2016, des ateliers des acteurs régionaux et des conférences avec les territoires se sont multipliés pour écrire dans la concertation la plus large possible, le premier SRADDET :

- **1** réunion de lancement associant **350** personnes,
- **10** Atelier régionaux associant **500** personnes,
- des ateliers Climat, Énergie associant **300** personnes,
- **4** ateliers Biodiversité associant **250** personnes,
- **3** séances du Club des PPA (Personnes Publiques Associées) associant **300** personnes,
- **2** Comités de Pilotage,
- **6** débats en CTAP (Conférence Territoriale de l'Action Publique),
- **18** Conférences Territoriales (2 par espace de dialogue rassemblant les élus des territoires),
- **7** réunions de la CCES Déchets,
- **3** débats en plénière du CESER,
- **+ 150** contributions reçues sur l'espace dédié,
- **+ 80 000** visites pour le site www.legranddessein.fr pour un total de **+ 200 000** pages vues,
- **950** réponses à la consultation en ligne.